

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-06-06-00010

arrêté portant mise en demeure de la société AIR
LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE concernant les
installations exploitées à Limay (78520) 3 rue
Charles Tellier

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
concernant les installations exploitées à Limay (78520) 3 rue Charles Tellier**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L.512-8, L.514-5, L.557-28, L.557-53 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93-0101 du 14 septembre 1993 autorisant la société AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation à Limay (78520), 3 rue Charles Tellier, ZI de Limay Porcheville, d'une usine de production d'acétylène et actualisant les prescriptions réglementant les installations ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-140/DDD du 26 octobre 2009 imposant à la société AIR LIQUIDE des prescriptions complémentaires suite à l'instruction de l'étude de dangers et du bilan de fonctionnement portant sur les installations situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

VU le récépissé en date du 24 août 2011 donnant acte à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de sa déclaration de succession à la société AIR LIQUIDE dans la gestion et l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013329-005 du 25 novembre 2013, modifiant l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 susvisé, actant la révision de l'étude de dangers de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE pour le site exploité à Limay (78520), 3 avenue Charles Tellier, et mettant à jour le classement du site ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014107-0007 du 17 avril 2014 imposant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE des quantités maximales de déchets entreposés sur le site exploité à Limay (3 rue Charles Tellier) ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 7 mai 2025 faisant suite à l'inspection du 10 mars 2025 ;

VU le courrier en date du 21 mai 2025 notifié le 23 mai suivant transmettant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel du 5 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que les équipements sous pression sont des équipements présentant des risques spécifiques en cas de rupture brutale, soumis à ce titre à des dispositions réglementaires très strictes et que les contrôles de suivi en service ont notamment pour objet de s'assurer de la possibilité de poursuivre leur exploitation dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les agents et les installations du site mais également pour le voisinage extérieur du site ;

CONSIDÉRANT que l'article L.557-28 du code de l'environnement dispose :

« En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :

- 1° La déclaration de mise en service ;
- 2° Le contrôle de mise en service ;
- 3° L'inspection périodique ;
- 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;
- 5° Le contrôle après réparation ou modification.

Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L.557-31. » ;

CONSIDÉRANT que selon l'article 25 relatif aux requalifications périodiques de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé :

« I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. » [...]

« IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; »

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle du 10 mars 2025 l'inspecteur de l'environnement a constaté, au vu des derniers comptes-rendus d'inspection périodique, que la requalification périodique datée du 4 juin 2015 du sécheur 13855-C du compresseur 1 établie par la société ASAP et la requalification périodique datée du 6 juin 2017 du séparateur déshuileur 3619 du compresseur 3 établie par la société Bureau Veritas sont incomplètes ; qu'elles n'ont, en effet, pas porté sur l'ensemble des organes de sécurité de ces équipements ; aucune soupape du sécheur 13855-C n'a été vérifiée ; une soupape du séparateur déshuileur 3619 identifiée comme « 3.3 » est vérifiée mais les soupapes 51042 H06 et 51039 H06 ne sont pas indiquées comme vérifiées ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux prescriptions du l'article 25 de ministériel du 20 novembre 2027 susvisé ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L.557-53 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut recourir aux dispositions des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AIR LIQUIDE

FRANCE INDUSTRIE de respecter les prescriptions l'article 25 de ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'exploitant d'un délai de mise en conformité des équipements rallongé jusqu'au 30 septembre 2025 est acceptée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1 : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE sise 6 rue Cognacq-Jay à Paris (75007), exploitant une unité de production et conditionnement d'acétylène ainsi que le stockage associé situés sur la commune de Limay (78520) 3 rue Charles Tellier, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé en faisant réaliser la requalification périodique complète du sécheur 13855-C du compresseur 1 et du séparateur déshuileur 3619 du compresseur 3, dans le **délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément aux articles L.171-8 et L.557-54 du code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyens (<https://www.citoyens.telerecours.fr/>).

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- le sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 06/06/2025

Pour le Le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,


Marielle MUGUERRA

